

Journal de Roubaix

Quotidien de Roubaix Tourcoing et de la Région



BUREAUX
 ROUBAIX - 68-71, Grande-Rue. Tél. 27.33, 27.35 et 27.34.
 TOURCOING - 25, rue Carnot. Tél. 77.
 LILLE - 2, rue Faidherbe. Tél. 239.81.
 PARIS - 25, boulevard Pétionnière. Tél. Provençol. 77.24.
 MOUScron - 128, rue de la Station. Tél. 244.
ANCIENS DIRECTEURS :
 Jean Reboux
 Alfred Reboux
 Madame Alfred Reboux

Vers un deuxième gouvernement de front populaire à direction socialiste

M. GEORGES BONNET en raison de l'exclusive prononcée contre lui par les socialistes ayant renoncé à former le cabinet, le président de la République a fait appel à M. LÉON BLUM



M. LÉON BLUM ARBORE UN LARGE SOURIRE. « M. le président de la République m'a prié de former le Cabinet. Je vais essayer d'accomplir cette tâche. » (Ph. Trampus.)

Avant de donner à M. Albert Lebrun une réponse définitive, le chef du premier gouvernement de Front populaire soumettra ce soir au Conseil national socialiste la liste de ses collaborateurs éventuels



M. G. BONNET VIENT DE RENONCER. (Ph. France-Press.) Il sourit cependant aussi. « J'ai conscience d'avoir accompli mon devoir envers le pays. »

Les communistes semblent décidés à « participer »

La journée de dimanche, troisième de la crise ministérielle, a été marquée, comme les précédentes, par des péripéties diverses.

Le cabinet Chautemps, formation de « Front populaire » à direction radicale, a dû démissionner vendredi matin, par suite de la décision prise par les ministres socialistes de lui cesser leur collaboration après l'incident qui avait mis aux prises au cours de la discussion, le président du Conseil et le groupe communiste.

En l'absence d'un vote donnant une orientation politique à la crise qui survient, le président de la République crut devoir rappeler M. Camille Chautemps dont la politique avait toujours reçu d'approbation des deux Chambres.

Mais le sénateur de Loir-et-Cher étant récusé, estimant que les derniers événements parlementaires étaient trop récents pour lui permettre d'espérer un concours aussi soutenu qu'au paravent des divers groupes de la majorité, le chef de l'Etat songea à faire appel à M. Ed. Herriot. Il devait se heurter au désir absolu du président de la Chambre de continuer à exercer ses hautes fonctions.

M. Ed. Daladier fut, en conséquence, présenté en sa qualité de président du Parti radical, pour succéder à M. Camille Chautemps. Malgré l'insistance du président de la République, le député du Vaucluse déclina à son tour cette offre pour continuer à consacrer son activité au problème de la défense nationale.

Pour la quatrième fois, un ancien président du Conseil radical fut sollicité par M. Albert Lebrun ; mais M. Albert Sarraut réserva son acceptation. Dans ces conditions, le chef de l'Etat était

amené samedi soir, à offrir la présidence du Conseil à un autre parlementaire radical, M. G. Bonnet.

La crise s'étant ouverte sur un débat de politique monétaire, il était, en effet, normal de désigner pour la résoudre le technicien qui, depuis plus de six mois, avait assuré avec succès rue de Rivoli, le redressement des finances publiques sans se heurter à l'opposition du Parlement. Toutefois, le veto du groupe socialiste devait contraindre M. Georges Bonnet à abandonner sa tentative, en dépit des encouragements de son propre groupe.

Le député de la Dordogne voulut ainsi éviter la division de ses amis politiques et le déchaînement dans le pays d'une agitation passionnée, particulièrement dans les circonstances actuelles.

Les efforts de M. Georges Bonnet ayant été mis en échec par l'opposition socialiste, M. Albert Lebrun conféra de la situation ainsi créée avec le chef du parti S.F.I.O., d'autant plus que ses élus revendiquent le pouvoir dans le moment présent, en raison de leur importance numérique prépondérante dans la majorité. Il importait de savoir s'ils refuseraient la participation ou le soutien à un chef radical autre que M. Georges Bonnet ou s'ils devaient l'accorder et à quelles conditions.

M. Blum désigna M. Herriot comme la personnalité la plus qualifiée ; mais il ne put le convaincre d'accepter cette tâche. Après en avoir délibéré avec M. Paul Faure, Vincent Auriol et Dormoy, M. Blum faisait connaître au chef de

l'Etat les dispositions définitives de son parti.

Sans doute n'étaient-elles pas négatives puisqu'un peu plus tard, après un dernier entretien avec MM. Chautemps et Sarraut, M. Blum était chargé de constituer le cabinet.

On lui prête l'intention de donner à son second cabinet une base plus large en faisant appel à la participation ou, à défaut, à la collaboration effective de représentants du parti communiste en même temps qu'au concours de personnalités notoirement républicaines parmi lesquelles on cite M. Paul Reynaud.

Contrairement à certains bruits, il ne serait pas question de faire entrer dans le cabinet des députés des organisations syndicales comme la C.G.T. en particulier.

Le chef socialiste pense constituer son cabinet dans la journée de lundi, pour être en mesure d'en soumettre la composition au Conseil national socialiste convoqué dans la soirée.

M. Léon Blum a fait dans la soirée, à l'Hôtel Matignon, des déclarations qui précisent de la manière la plus nette l'orientation qu'il entend donner à sa nouvelle combinaison.

Alors que son premier cabinet, au lendemain des élections de 1936, s'inspirant du succès obtenu au cours de la consultation nationale par les groupements de gauche était exclusivement basé sur la collaboration des partis appartenant au « Rassemblement populaire », le chef socialiste voudrait cette fois réunir dans

son ministère non seulement les représentants de ces formations politiques, mais encore associer à l'effort gouvernemental certains membres qui appartiennent à des partis jusqu'alors d'opposition mais qui sont connus par leurs sentiments notoirement républicains. M. Paul Reynaud avait été à ce sujet pressenti par M. Léon Blum ; mais les conditions qu'il mettait à son concours n'ont pas été acceptées par celui-ci.

Il y a lieu de souligner aussi que les communistes qui avaient refusé de participer au premier ministère de M. Léon Blum, qui avaient soutenu successivement les cabinets de front populaire, seraient aujourd'hui décidés à participer au pouvoir.

LA CRISE D'EXTRÊME-ORIENT

Le Japon ne veut plus connaître le gouvernement Tchang-Kai-Chek

Il attend l'établissement d'un nouveau régime décidé à collaborer avec les Nippons

Tokio 16 janvier. — Voici la déclaration du gouvernement concernant la politique du Japon à l'égard de la Chine :

« Même après la prise de Nankin, le gouvernement japonais n'a pas jusqu'à ce jour cessé de faire preuve de patience, voulant donner au gouvernement national chinois une dernière chance de revenir sur son attitude.

« Le gouvernement japonais n'a cependant pas daigné reconnaître les véritables intentions du Japon ; il persiste obstinément à lui faire opposition sans aucune considération, tant pour l'état lamentable du peuple chinois que pour le maintien de la paix et de l'ordre en Extrême-Orient.

« En conséquence, le gouvernement nippon a décidé de ne plus avoir affaire, dorénavant, à ce gouvernement et d'attendre l'établissement et le développement d'un nouveau régime chinois, pouvant créer avec le Japon, l'harmonieuse coordination sur laquelle on peut réellement compter.

« Avec un tel régime, le Japon collaborera pleinement en vue d'ajuster les rapports sino-japonais et de construire une Chine entièrement nouvelle.

« On croit savoir, déclare l'Agence Domei, que M. Hirota, ministre des Affaires étrangères, a décidé de rappeler prochainement M. Kawagoe, ambassadeur du Japon en Chine. »

Dimanche, M. Dorgères, chef du Front paysan, a pris la parole à Montreuil-sur-Mer et à Desvres

M. Henri Dorgères a pris la parole dimanche après-midi à Montreuil, au cours d'une réunion organisée par le Front paysan.

M. Dorgères s'est rendu ensuite à Desvres, chef-lieu de canton dans l'arrondissement de Boulogne, où il a donné une seconde conférence.

EUROPE 1938

LA ROUMANIE s'oriente-t-elle vers l'axe Rome-Berlin ?

M. CODREANU chef de la « Garde de fer »

l'affirme

M. GOGA

président du Conseil déclare :

« Notre but est d'élargir le cercle de nos amitiés sans altérer profondément les anciennes alliances. »



(Ph. Keystone.) M. GOGA

Rome, 16 janvier. — La presse italienne consacre de nombreuses colonnes et même toute la première page, comme l'édition dominicale du « Giornale d'Italia », à la nouvelle politique roumaine. Des courriers spéciaux transmettent à leurs journaux des interviews des principaux hommes politiques roumains.

Le premier ministre, M. Goga, a exposé l'argument essentiel de la nouvelle politique roumaine, c'est-à-dire, l'antislavisme. Après avoir fait l'histoire de

l'affluence hébraïque, il a déclaré : « Il est évident que cet antisémitisme de la Roumanie n'est pas un mouvement de xénophobie doctrinaire. Que voulons-nous ? Aucune xénophobie. Nous reconnaissons les droits de toutes les minorités, mais nous voulons que soient conservées les bases de la vie de l'Etat et ces bases doivent être essentiellement roumaines. »

(Lire la suite page 3.)

L'enlèvement

du sous-marin espagnol « O-2 »

Le marquis de Maravalles, chauffeur du colonel Troncoso, est libéré

Brest, 16 janvier. — Parella, marquis de Maravalles, chauffeur du colonel Troncoso, impliqué dans l'affaire de la tentative d'enlèvement du sous-marin gouvernemental « O-2 », en rade de Brest, a quitté la prison dimanche matin et a gagné la frontière espagnole.

UN VAPEUR BRITANNIQUE le « War Bahadur » est en détresse à 500 kilom. de Plymouth

Un contre-torpilleur est parti à son secours

Londres, 16 janvier. — Un message radio-télégraphique reçu par les autorités navales de Plymouth annonce que le vapeur auxiliaire de la flotte britannique « War Bahadur », qui se rend à Lyles, venant de Trinidad, désespéré par la tempête, est en détresse à 300 milles de Plymouth.

Le message, qui émane du vapeur San Quirino, signale que la passerelle, la cabine de T.S.P. et les canots de sauvetage du « War Bahadur » ont été emportés par les paquets de mer.

Les autorités ont immédiatement fait rappeler tous les matelots du contre-torpilleur « Volterre », qui se trouvaient en ville, et, dès 23 h. 15, ce navire quittait Plymouth pour se porter au secours du vapeur en détresse.

Un grand acteur suédois disparaît



(Ph. Fulgur.) GOSTA ECKMAN.

Le grand acteur suédois, vient de mourir à Stockholm. Notre photographie le représente dans le rôle de Shylock, du « Marchand de Venise », de Shakespeare

M. STOYADINOVITCH A BERLIN



LE PREMIER MINISTRE YOUGOSLAVE (à gauche) ET LE GÉNÉRAL GOBERG SE SERRANT LES MAINS. (Ph. France-Press.)

COMME MARYSE HILSZ !

L'aviateur Moench a survolé Djask et depuis, aucune nouvelle...

Paris, 16 janvier. — L'aviateur Moench qui tentait sur un avion de construction anglaise, de battre le record Saigon-Paris (Cormet-Pisavy, 4 jours, 21 h., 55 minutes), avait quitté Saigon vendredi, à 17 heures (G.M.T.).

Comme nous l'avons relaté, il avait fait escale samedi à Karachi et devait atterrir à Bagdad dimanche matin.

L'aviateur aurait survolé Djask samedi vers 20 heures, mais depuis, on n'a plus aucune nouvelle.

On n'a pas oublié que dans ces heures passées, à la suite d'un avertissement forcé, l'aviatrice Maryse Hilsz fut portée disparue pendant trois jours. Spéculations que l'inquiétude sur le sort de Moench espère promptement.

LA GUERRE D'ESPAGNE SUR LE FRONT DE TERUEL



LE GÉNÉRAL FRANCO (à l'extrême droite) ; LE GÉNÉRAL ARANDA, nouveau commandant en chef des armées nationalistes devant Teruel, au centre, tête nue, et LE GÉNÉRAL DAVILA (de dos, à côté du général Franco) qui viennent d'arriver aux abords de Teruel, avec d'importants renforts nationalistes. (Ph. France-Press.)